

22/03/2011



Nations Unies

# Conseil de sécurité

## CS/10204

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Conseil de sécurité

6501<sup>e</sup> séance – matin

#### **MOYEN-ORIENT: LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EST INFORMÉ QUE L'IMPASSE DANS LES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-PALESTINIENNES S'ACCOMPAGNE D'UNE RECRUDESCENCE DES VIOLENCES**

« Parallèlement à une recrudescence des incidents violents et des tensions au Moyen-Orient au cours du mois écoulé, les efforts déployés pour relancer les négociations israélo-palestiniennes n'ont produit aucun résultat tangible », a indiqué ce matin aux membres du Conseil de sécurité le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, Oscar Fernandez-Taranco.

Les développements spectaculaires observés dans le monde arabe rendent d'autant plus nécessaire qu'il soit mis fin à l'impasse dans laquelle se trouvent ces négociations, dans la mesure où la satisfaction des aspirations légitimes du peuple palestinien à avoir son propre État peut devenir un facteur de stabilisation dans la région, a souligné M. Fernandez-Taranco.

Comme convenu le 5 février dernier à Munich, les envoyés du Quatuor pour le Moyen-Orient se sont entretenus séparément avec les négociateurs israéliens et palestiniens dans l'espoir de pouvoir les aider à reprendre leur dialogue sur les questions cruciales encore en suspens, dont celles des frontières et de la sécurité. La prochaine réunion, au plus haut niveau, du Quatuor, pourrait aider à réunir les conditions d'une reprise des négociations, a estimé M. Fernandez-Taranco.

Le 11 mars, l'assassinat choquant des membres d'une famille israélienne, dont trois enfants, a été perpétré dans la colonie d'Itamar, située en Cisjordanie occupée, a-t-il rappelé. À la suite de cet acte condamné par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, et par le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, les forces israéliennes ont été déployées en Cisjordanie afin d'arrêter les meurtriers et d'empêcher les colons de lancer des représailles à l'encontre des Palestiniens, a rappelé le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

En dépit de ces efforts, huit incidents se sont produits dans les jours qui ont suivi, journées au cours desquelles des Palestiniens ont été blessés. D'une manière générale, une soixantaine d'incidents ont été enregistrés au cours de la période à l'examen. Au cours de ces incidents, 24 Palestiniens de Cisjordanie ont été blessés, a relevé le Sous-Secrétaire général. En outre, a-t-il précisé, 320 raids et opérations de recherche ont été menés par les forces israéliennes, au cours desquels 111 Palestiniens ont été blessés et 217 autres arrêtés.

Des violences ont également été observées du côté de Gaza, d'où 12 missiles ont été lancés et 55 tirs de mortiers effectués vers des localités israéliennes. À la suite de ces incidents, dont les derniers en date remontent à la nuit du 19 au 20 mars, Israël a ordonné à ses forces aériennes de lancer 15 frappes aériennes et à son armée de conduire 13 incursions terrestres qui se sont traduites par la mort de trois civils et de deux militants palestiniens, a poursuivi le Sous-Secrétaire général. Les forces israéliennes ont par ailleurs intercepté, le 15 mars, un cargo contenant 25 tonnes d'armes et de munitions, dont elles pensent qu'elles étaient destinées à des groupes militants basés à Gaza, a indiqué le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

M. Fernandez-Taranco a ensuite évoqué la poursuite de l'expansion des colonies de peuplement en Cisjordanie, où le Gouvernement israélien a approuvé la construction de 400 nouveaux logements en représailles aux meurtres commis à Itamar. Si les Nations Unies saluent la décision de Tel-Aviv de démolir tous les avant-postes coloniaux illégaux construits sur des propriétés privées palestiniennes, a-t-il dit, il n'en reste pas moins que cette annonce ne résout pas le problème de l'existence d'une centaine d'autres implantations du même type en Cisjordanie, qui constituent non seulement une violation du droit international, mais aussi des propres réglementations israéliennes.

Après avoir engagé Israël à prendre des mesures supplémentaires à l'appui des efforts déployés par l'Autorité palestinienne pour renforcer ses institutions, le Sous-Secrétaire général a prévenu que ces efforts risquaient d'être compromis en cas de poursuites des violences et de blocage du processus politique. Il a aussi encouragé les pays donateurs à réaffirmer leur engagement en faveur de l'Autorité palestinienne à l'occasion de la prochaine réunion, prévue le 13 avril, du Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens.

Le 15 mars dernier, des milliers de Palestiniens ont manifesté dans les rues des principales villes de Cisjordanie, et 100 000 autres à Gaza, appelant à la fin de l'occupation israélienne et de la division qui existe entre Palestiniens. Les forces de sécurité du Hamas s'en sont prises à des manifestants, au cours d'incidents qui ont fait sept blessés, et elles ont réprimé par la force un rassemblement d'étudiants le jour suivant, a noté avec préoccupation M. Fernandez-Taranco. Des informations font aussi état d'attaques du Hamas contre des journalistes le 19 mars dernier. Nous regrettons d'autre part la poursuite de la détention du sergent Gilad Shalit par le Hamas, a-t-il ajouté.

En dépit de ce climat, la préparation des élections municipales palestiniennes, prévues le 9 juillet prochain, se poursuit, même si le Comité électoral palestinien n'a pas été en mesure d'ouvrir ses bureaux à Gaza jusqu'à présent, face au refus du Hamas. La situation dans laquelle se trouve la population civile sur place reste un sujet de préoccupation, a déclaré le Sous-Secrétaire général. En dépit de l'allègement relatif du blocus imposé par Israël, le volume des importations de biens et de ressources alimentaires demeure insuffisant pour satisfaire les besoins de la population: il correspond à peine à un tiers de celui qui prévalait avant l'imposition du blocus, en juin 2007. D'autre part, bien que les projets des Nations Unies à Gaza, d'un montant de 155,5 millions de dollars, aient été approuvés par le Gouvernement israélien, il est temps de donner à l'Organisation les moyens de les mettre en œuvre, a souligné M. Fernandez-Taranco.

Abordant la situation régionale dans son ensemble, il a indiqué qu'aucun progrès n'avait été accompli dans les négociations de paix entre Israël et la Syrie, alors que l'expansion des colonies de peuplement s'est poursuivie dans le Golan syrien occupé. Abordant la situation au Liban, le Sous-Secrétaire général a indiqué que les consultations avec toutes les formations politiques en vue de former un nouveau gouvernement se sont poursuivies. La coalition du 14 mars a annoncé qu'elle ne prendrait pas part au futur gouvernement, a-t-il précisé.

Préoccupé par les manifestations d'hostilité et les actes de violence à l'encontre des personnels de l'UNRWA à la suite de la mort d'un enfant dans un camp de réfugiés palestiniens, M. Fernandez-Taranco a lancé un appel à toutes les factions palestiniennes pour qu'elles s'abstiennent d'aggraver la situation. Il a relevé l'absence d'incidents dans la zone de déploiement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).

En conclusion, le Sous-Secrétaire général a réitéré l'urgence de mettre fin à l'impasse des négociations israélo-palestiniennes. « Un effort décisif doit maintenant être fourni par la communauté internationale et par le Quatuor pour ramener les parties à la table des négociations et accélérer la recherche d'une solution à deux États. », a dit M. Fernandez-Taranco. Il a exhorté les parties à faire preuve de leadership et à se montrer à la hauteur d'une opportunité de « paix historique ».

\* \* \* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel